

LE MONDE

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

3,90 F
 Abonnements : 1 an, 3,90 F ; 6 mois, 2,00 F ; 3 mois, 1,10 F ; 15 jours, 0,40 F.
 Vente au détail : 0,40 F.
 Tarif des abonnements page 6
 5, RUE DES ÉVALUÉS
 75001 PARIS CEDEX 15
 C.C.P. 1297-23 PARIS
 Tél. : 244-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

L'IRA batonnée

Londres vient de rejeter simultanément deux propositions — l'une de Dublin, l'autre des défenseurs de Long-Kesh — dont on pouvait attendre une issue, honorable pour les deux parties, à la crise ouverte le 1^{er} mars dernier par le mouvement de grève de la faim de Bobby Sands.

Pour la deuxième fois consécutive, le gouvernement britannique refuse ainsi de saisir la perche tendue par les prisonniers républicains, soit qu'il envisage d'assuoir cette crise que dans la capitulation de la partie adverse — et non dans le compromis — soit que, plus cyniquement encore, il ne soit pas pressé d'y mettre un terme.

La dureté avec laquelle l'IRA a saisi ces grèves de la faim a certes de quoi faire réfléchir. Mais il est évident qu'elle ne trouve à s'exercer que grâce à la plus grande intransigence opposée par Londres. On risque de donner prise à l'escalade du chantage si l'un perd la face dans la partie adverse — et non dans le compromis — soit que, plus cyniquement encore, il ne soit pas pressé d'y mettre un terme.

Le gouvernement britannique n'était pas davantage soumis à la pression d'une communauté protestante ou catholique, mais il est évident que, après avoir, au début de la campagne, refusé de défilier ses milices privées, le premier ministre a dû céder, et qu'il s'est vu contraint de leur offrir des assurances formelles de Londres, soit qu'il ait compris que l'IRA ne souffrait pas d'affrontement entre les deux communautés.

À quel profit l'abstention ? L'organisation républicaine a-t-elle obtenu quelque chose de la part de Londres ? Elle a obtenu, certes, la reconnaissance de son statut de mouvement armé, mais elle a obtenu, en contrepartie, la reconnaissance de son rôle révolutionnaire, et l'on a vu, récemment, des milices militaires de son côté, et l'on a vu, récemment, des milices militaires de son côté, et l'on a vu, récemment, des milices militaires de son côté.

Voilà qui fait reculer d'un cran les espoirs de ceux qui veulent croire en une solution raisonnable — fût-elle à long terme — du problème irlandais. Et qui espèrent que, guidés par la République de Suède, l'Ulster connaîtra une évolution profonde de sa société lui permettant d'acquiescer à une vie politique moderne. Les Irlandais n'ont pas nécessairement le goût tant du drame, ils s'y trouvent repoussés par une crise qui menace de durer longtemps encore, une crise qui hypothèque le dialogue entre Londres et les catholiques, modérés et qui comptent beaucoup la tâche du gouvernement de Dublin.

Surtout — en la rature du combat matériel — une autre réponse doit être donnée. On ne choisit pas cette mort horrible, pour une simple question de principe. Seul un idéal permet d'atteindre ce destin.

(Lire nos informations page 2)

MORT D'UN NEUVIÈME GRÉVISTE DE LA FAIM
 Belfast (A.P.P.). — Le militant de l'IRA, Thomas McElduff, vingt-trois ans, est mort, ce samedi 8 août, dans la prison de Maze, après de longues heures de grève de la faim.

La crise polonaise

La maladie de M. Kania complique la situation politique

Importantes manœuvres navales soviétiques en Baltique

L'annonce de la maladie du chef du parti polonais, M. Kania, alors que le gouvernement et le syndicat indépendant Solidarnosc discutent encore plus confusément, et les manœuvres en mer Baltique au large des côtes litoniennes — l'est-à-dire à une centaine de kilomètres au nord de Gdansk — suscitent une certaine inquiétude.

Le dimanche 10 août, à Gdansk, de la commission de coordination de Solidarnosc et le plénum du comité central du parti, qui se tiennent mardi à Varsovie, apportent peut-être quelques éclaircissements sur les intentions réelles des uns et des autres pour sortir le pays d'une crise sociale et économique qui s'aggrave.

Alors que les ponts sont momentanément rompus entre le gouvernement et Solidarnosc, les manœuvres navales soviétiques en mer Baltique, annoncées dans la soirée du vendredi 7 août, que M. Kania est malade et que la chambre depuis trois jours. Sans préjuger la nature de l'affection, l'interprétation a été : « Sa maladie n'est pas grave et, dans les prochains jours, il sera en mesure d'assumer pleinement ses fonctions ».

Cette « indisposition » du premier secrétaire du parti est venue tardivement, c'est-à-dire au moment où la situation, pour le moins, n'est pas encore désespérée. On se demande à quoi elle sert, et à quel point elle complique la situation. On se demande à quoi elle sert, et à quel point elle complique la situation. On se demande à quoi elle sert, et à quel point elle complique la situation.

Une personnalité religieuse de premier plan, et même implicitement de retour en charge les relations franco-iran. L'ayatollah Khomeini, dans un sermon prononcé à Qom le vendredi 7 août, a déclaré : « Le peuple iranien est prêt à accepter la France de la même façon qu'il a accepté l'Afrique et le continent noir ».

Le sort des Français en Iran
 ● UN DIGNITAIRE RELIGIEUX MENACE IMPLICITEMENT DE LES RETENIR EN OTAGE.
 ● LE DOSSIER D'EXTRADITION DE M. BANI SADEH N'EST PAS PARVENU À PARIS.

Une personnalité religieuse de premier plan, et même implicitement de retour en charge les relations franco-iran. L'ayatollah Khomeini, dans un sermon prononcé à Qom le vendredi 7 août, a déclaré : « Le peuple iranien est prêt à accepter la France de la même façon qu'il a accepté l'Afrique et le continent noir ».

Imbroglios en Centrafrique
 Quand le pouvoir et l'opposition se tournent vers Paris pour régler leurs comptes...

À la suite de l'attentat qui fit trois morts et vingt-sept blessés, le 14 juillet, dans un cinéma de Bangui, le président Dacko, dont le pouvoir est en jeu, a demandé à l'Assemblée nationale de décréter l'état de siège et de faire appel à l'armée.

Trois semaines après cette démonstration de la fragilité du régime, la situation semble de notre envoyé spécial PIERRE BIARNES

Le gouvernement veut travailler pour l'outre-mer
 AUSSI VITE QUE POUR LA CORSE
 (Lire page 4 l'article d'ALAIN BOLLAT)

Les remous monétaires

La hausse du dollar suscite de plus en plus d'inquiétude en Europe

Le secrétaire américain au Trésor souligne les risques de récession

Fort du renforcement de la croissance de la masse monétaire américaine au premier semestre 1981 par rapport aux objectifs de la Réserve fédérale, le secrétaire au Trésor, M. Donald Regan, s'est déclaré favorable à un assouplissement de la politique monétaire pratiquée par la banque centrale. Le dollar n'a pas moins poursuivi son envolée sur les principales places financières, faisant un nouveau record de 807,2 à la clôture du marché des changes de New-York, vendredi 7 août.

Attentif comme l'ensemble des monnaies internationales, à l'exception du yen japonais, le franc français subit une pénalisation supplémentaire en raison de l'important déficit budgétaire pour 1980 et de la région de hausses à court terme de quelques jours entre les autorités françaises et transalpines.

De quel soutien ? L'incertitude des milieux gouvernementaux français — ainsi que l'admet le ministre des relations extérieures, M. Claude Cheysson, ordonne à l'exécutif officiellement à répondre fermement, ce samedi matin, toute idée de modification de la parité du franc français au sein du S.M.E.

Regan, et, cependant, dans une déclaration au New York Times, un assouplissement de la politique monétaire pratiquée par la Réserve fédérale.

Pour le premier semestre 1981, la croissance monétaire aux États-Unis se situe en deçà des objectifs fixés par l'ensemble de l'année par le « Fed », à 11,11 % au lieu de 12,5 %.

Le sort des Français en Iran
 ● UN DIGNITAIRE RELIGIEUX MENACE IMPLICITEMENT DE LES RETENIR EN OTAGE.
 ● LE DOSSIER D'EXTRADITION DE M. BANI SADEH N'EST PAS PARVENU À PARIS.

Une personnalité religieuse de premier plan, et même implicitement de retour en charge les relations franco-iran. L'ayatollah Khomeini, dans un sermon prononcé à Qom le vendredi 7 août, a déclaré : « Le peuple iranien est prêt à accepter la France de la même façon qu'il a accepté l'Afrique et le continent noir ».

Imbroglios en Centrafrique
 Quand le pouvoir et l'opposition se tournent vers Paris pour régler leurs comptes...

À la suite de l'attentat qui fit trois morts et vingt-sept blessés, le 14 juillet, dans un cinéma de Bangui, le président Dacko, dont le pouvoir est en jeu, a demandé à l'Assemblée nationale de décréter l'état de siège et de faire appel à l'armée.

Trois semaines après cette démonstration de la fragilité du régime, la situation semble de notre envoyé spécial PIERRE BIARNES

Le gouvernement veut travailler pour l'outre-mer
 AUSSI VITE QUE POUR LA CORSE
 (Lire page 4 l'article d'ALAIN BOLLAT)

POINT

L'hôpital et la grève

M. Jack Rallin, l'un des quatre ministres communistes, vient de prendre, à propos des hôpitaux publics, quatre mesures de portée fort différente. Outre la création de deux mille emplois, le gouvernement rétablit les budgets supplémentaires dont les hôpitaux étaient privés depuis deux ans et décide d'augmenter d'un tiers l'indemnité de la France.

Les droits étaient-ils systématiquement violés dans les hôpitaux ? Malgré la présence d'un certain nombre de dirigeants de choc, l'Assemblée nationale, la réponse est négative. Aussi l'indemnité de ces deux années n'apparaît-elle pas étonnante.

Dans la première circulaire il est affirmé que les droits sont respectés. La transgression de la loi et la jurisprudence du Conseil d'État, par exemple, ne sont pas mentionnées. La réponse est négative. Aussi l'indemnité de ces deux années n'apparaît-elle pas étonnante.

Le sort des Français en Iran
 ● UN DIGNITAIRE RELIGIEUX MENACE IMPLICITEMENT DE LES RETENIR EN OTAGE.
 ● LE DOSSIER D'EXTRADITION DE M. BANI SADEH N'EST PAS PARVENU À PARIS.

Imbroglios en Centrafrique
 Quand le pouvoir et l'opposition se tournent vers Paris pour régler leurs comptes...

À la suite de l'attentat qui fit trois morts et vingt-sept blessés, le 14 juillet, dans un cinéma de Bangui, le président Dacko, dont le pouvoir est en jeu, a demandé à l'Assemblée nationale de décréter l'état de siège et de faire appel à l'armée.

Trois semaines après cette démonstration de la fragilité du régime, la situation semble de notre envoyé spécial PIERRE BIARNES

Le gouvernement veut travailler pour l'outre-mer
 AUSSI VITE QUE POUR LA CORSE
 (Lire page 4 l'article d'ALAIN BOLLAT)

Imbroglios en Centrafrique
 Quand le pouvoir et l'opposition se tournent vers Paris pour régler leurs comptes...

À la suite de l'attentat qui fit trois morts et vingt-sept blessés, le 14 juillet, dans un cinéma de Bangui, le président Dacko, dont le pouvoir est en jeu, a demandé à l'Assemblée nationale de décréter l'état de siège et de faire appel à l'armée.

Trois semaines après cette démonstration de la fragilité du régime, la situation semble de notre envoyé spécial PIERRE BIARNES

Le gouvernement veut travailler pour l'outre-mer
 AUSSI VITE QUE POUR LA CORSE
 (Lire page 4 l'article d'ALAIN BOLLAT)

كندا من الأصل

iran

Liban

De notre correspondant

Jusqu'en fin de mai le samedi 8 août, l'imam meïmy n'avait pas positionné dans le conflit qui l'opposait à Pâris & Téhéran. Rien ne le contraînait qu'il soit favorable aux mesures inuspetives. Il drait se souvenir & & proposer n'avait pas ordonné l'occu de l'ambassade américaine prise d'otages le 4 novembre mais qu'il s'était seulement à l'initiative des étudiants miques.

l'imam Khomeiny, en b

menaces de Fayatollah M...
Le ministre transe des
des étrangères a pris des
gements fermes des vendr
ti auprès de l'ambassa
France, M. Guy Geor
seulement il a affirmé q
les Français qui le dest
pourraient quitter l'Iran
convenance mais il s'est
aussi de garantir des pla
fisantes dans deux avio
compagnie nationale d'avi
qui doivent partir de
lundi et mercredi procha

retour de Sodexo et des
cette fois sans requie
d'un trans-bleur. Echaud
expériences précédentes,
encore peu nombreux à S
Le passage de Sodexo
fermé depuis la mois de
nier, est situé au contr
nord-est qui coupe la vil
zones. Deux autres points

trois jours
entre les
h et est fine-
ment après
Les auto-
emprunter
les balles
les par les
ils sont
hasarder.
qui, était
février der-
de l'ace
le en deux
deuxième

la capitale,
du pays, le
par les nom-
s guerre libe-
r un déchet-
Les affronte-
à adversaires
produits au
nt repris ven-
victimes s'est
nt-netif morts
Le fait que
musulmans à
embarrasse le
(grossière).

De notre envoyé spécial

La police a pénétré dans les jockeys diplomatiques et a été confronté au difficile problème de distinguer les otages de leurs éphémères gégéliers. Les uns et les autres ont refusé, en effet, de déclarer leur identité et ont continué à semer des slogans dans la confusion la plus totale. Un certain nombre de badauds se sont rassemblés; ils ont distinctement converti d'invoquer tous les prétextes pour empêcher la police d'arrêter les protagonistes dans un hôtel voisin pour les interroger. L'autour du coup de jeu a été menacé et secouru.

Unanimité de l'Assemblée pour condamner les tentatives de coup d'Etat contre la politique accordée aux deux souverainetés transfrontières. En M.M. Badi Badr et Massoud Jari ont de nombreux partisans dans le pays, ce qui n'était pas de l'ex-chah dans un espace de l'extradition.

Une position indéfinissable

Il faut noter aussi que la situation actuelle du gouvernement iranien est difficilement définissable. La convention d'extradition que le Téhéran et Paris ont en 1964 est claire : elle ne pose plus aux opposants politiques un problème de statut, mais elle ne peut pas comme M.M. Badi Badr et Badjavi valent être assimilés à des mineurs de droit commun, un

Le président de la République, Nicolas Sarkozy, a déclaré mardi 17 septembre 2013, à l'occasion d'une cérémonie à Paris, que la France était prête à accueillir les réfugiés musulmans de la République islamique d'Irak. Il a souligné que la France était prête à accueillir les réfugiés musulmans de la République islamique d'Irak. Il a souligné que la France était prête à accueillir les réfugiés musulmans de la République islamique d'Irak.

L'émir Fahd inva-
di à favoriser un r
qu

L'émir Fahd, prince h-
chef du gouvernemen-
à l'admi- se vendrait l

forme d'un don (trats ci
 plevables en septembre
 culées de l'avant-bûndé
 octobre), de deux prêts
 et 500 millions de francs
 (présentement) et d'un n°
 de stages de perfection-
 nes officiers libanais.

LUCIEN

tite les États-Unis et l'
 èglement < juste et g
 Proche-Orient

devrait déployer ses es-
 tendant au Proche
 aux États-Unis afin

hars AMD-418
; cinq vili-
livrables en
(100 millions
e à des taux
nombre actu-
nement pour

GEORGE.

**Europe
globale >**

forts stuni-
-Orient et
d'amener

Pologne

Grande-Bretagne

dant dans le passé s'étant donné que Solidarność n'a pas pu empêcher le régime du communisme armé de s'installer ultérieurement par le gouvernement.

Les syndicalistes ont insisté sur le fait qu'ils s'en vont faire leur chemin, voire même s'engager économiquement de la base à se soit rejeté avec indignation l'initiative par le gouvernement d'une campagne orchestrée par Solidarność.

En conséquence, lui, s'est bien décidé à ne pas revenir à la diminution à partir du 1^{er} des rations de viande. Etre fortement surveillé par ses alliés du sud de Varsovie (après les critiques de la restauration de la Pologne) Monaco, en Tchecoslovaquie, Praga de Bratislava a apprécié vendredi les « forces saines »

Que ses manœuvres soient
théâtre à l'impressionnisme l'OTAN
à intimider la Pologne. Il
reste pas moins qu'elles se dé-
lient non loin de Gdansk et
portent de nombreuses unités
débarquement.

Il est aussi indigé au
d'hui de laisser l'émotion pro-
le pas sur la raison, a, a
rentrant d'un séjour à Bonn
nouveau primate de Pologne
Mgr Giamp. Il a même
d'ailleurs, il a même
laissé entendre en substance
« comme cela en toujours é-
cus », l'Église était prête à
dire part aux pourpaires
Solidarité et le gouvernement
de mettre fin au conflit qu'
copie.

Un an après les graves
Cratée et les grands luttes

[illegible]

honorable à la crise. Le gement irlandais - sur lequel sont appliquées les mêmes règles - les délégués irlandais ont la prétention d'uniformiser la loi, les réformes, le régime familial, les conventions, Londres. Il estimait que, en outre, ces réformes, qui neutralisent les grèves de la main-d'œuvre, ne peuvent être imposées aux autres pays sans justification à l'extérieur, pour les prisonniers d'Irlande, d'un régime substantiellement différent de celui des autres pays européens. Un porte-parole du gouvernement britannique a répondu : « La Grande-Bretagne n'est pas jugée possible de faire ces propositions ».

- Oraison d'un Bénédicte ayant Jérusalem telle :
- Recommandance de tous les États de la ville en paix.

Selon l'émir Fakhri, le sultan turc avait adopté ces vœux lors de l'Assemblée générale pourvue être regroupée seule résolution, qui, au Conseil de sécurité, pour la règle et global de la crise Orient.

L'émir Fakhri a encouragé pour « mettre » l'interrogatoire israélienne, *nachem Begin*, premier ministre la plus hideuse flogation Gerakl comme Israël.

« ces sept résolutions affirmées par le Secrétaire général en une déclaration adoptée par l'Assemblée générale, serviront de base à la Conférence ».

[illegible]

des syndicats locaux. Il veut que les travailleurs puissent eux-mêmes décider de leur avenir. Il veut que les syndicats puissent participer aux décisions arbitraires des deux structures nationales. Il veut que les syndicats puissent intervenir aux premiers actes de démolition progressive, mais surtout, il veut que les syndicats puissent intervenir à l'instauration d'une révolution d'ordre pour lever le voile et se débarrasser de la bureaucratie.

AMIER BOUSGOL

Des appels au Secours populaire ont été lancés par le Secours catholique. Pour aider les Polonais, le Secours populaire demande que les dons soient envoyés à son service, vent être déposés dans les caisses de la rue de Valenciennes, 10, au Secours populaire de l'Association, 8, rue Froloir 75005 Paris, C.C.P. 46-97-81. Les dons peuvent aussi être envoyés au Secours catholique, qui se termine sa troisième édition de vivres et de médicaments destinés aux réfugiés polonais, distribués au total par les 100 paroisses de l'Eglise polonaise. Les dons peuvent être envoyés au Secours catholique, 10, rue Froloir 75005 Paris, C.C.P. 46-97-81. Les dons peuvent aussi être envoyés au Secours catholique, 10, rue Froloir 75005 Paris, C.C.P. 46-97-81. Les dons peuvent aussi être envoyés au Secours catholique, 10, rue Froloir 75005 Paris, C.C.P. 46-97-81.

« Je suis sûr que le peuple britannique ne se laissera pas tromper par les fausses promesses de la droite et qu'il continuera de soutenir le gouvernement travailliste ».

Le ministre des affaires étrangères, Lord Halifax, a déclaré : « Le peuple britannique ne se laissera pas tromper par les fausses promesses de la droite et qu'il continuera de soutenir le gouvernement travailliste ».

Le ministre des affaires étrangères, Lord Halifax, a déclaré : « Le peuple britannique ne se laissera pas tromper par les fausses promesses de la droite et qu'il continuera de soutenir le gouvernement travailliste ».

[illegible][illegible]

... à déléguer
 ... espère que
 ... s'écartera
 ... de Camp
 ... le poste ou
 ... à venir
 ... en cham-
 ... politique
 ... l'atmosph-
 ... être fortifié
 ... se occupé
 ... politiquement
 ... qu'importe
 ... de de
 ... lui le cas
 ... remonte à
 ... d'attribuer
 ... le temps
 ... d'indiquer :
 ... nous en le
 ... actions de
 ... politiques, et
 ... élections
 ... a pour
 ... d'obtenir

سكز من الاحل

Le Monde

politique

« Le gouvernement veut travailler pour l'outre-mer aussi vite que pour la Corse »

INDIQUE-T-ON AU SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX DOM-TOM

M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'État aux DOM-TOM, qui est arrivé vendredi 7 août en Nouvelle-Calédonie et séjournera jusqu'au 20 août dans les territoires du Pacifique, poursuivra sa première source d'information en se rendant, le 10 août, à Saint-Pierre-et-Miquelon et dans la collectivité terri-

toriale de Mayotte pour parfaire sa connaissance des problèmes locaux du secteur dont il assume la charge depuis la fin du mois de mai.

Sans attendre toutefois, le secrétaire d'État, aux DOM-TOM travaille à définir les orientations prioritaires qui détermineront la nouvelle politique que les socialistes entendent conduire outre-mer.

Deux priorités

Le cabinet de M. Emmanuelli a déjà fixé deux priorités : appliquer, immédiatement, aux départements d'outre-mer la réforme décentralisatrice, des lois de décentralisation votées par le Parlement, en tenant compte des spécificités locales, et élaborer pour l'outre-mer un schéma de développement économique et social qui s'inscrive dans le plan national infirmier de deux ans dont le Parlement sera saisi l'automne.

Ce furent ensuite, tout aussi symboliques, la décision de commémorer par un jour férié et chômé outre-mer la prise de la Corse, et la décision de réviser les décrets relatifs à la répartition des ressources locales de l'État, et d'inscrire dans la loi de finances pour 1982, une dotation de 100 millions de francs à l'outre-mer, les premières mesures sociales du gouvernement.

Dans le même sens, M. Emmanuelli vient d'être reçu par le préfet de la Nouvelle-Calédonie, et a demandé à chacun des préfets et haute commissaires représentant le gouvernement, outre-mer, de lui faire parvenir, d'urgence, un rapport détaillé sur la situation réelle et le respect de la législation de l'État dans les collectivités d'outre-mer, et de constater l'application de la loi de 1973.

Adressant, en conclusion, ses vœux de bon travail à l'ensemble des élus locaux, M. Emmanuelli a souligné l'importance de la coopération entre l'État et les collectivités locales, et a promis de poursuivre ses déplacements dans les autres territoires d'outre-mer, afin de recueillir les avis et suggestions des élus locaux, et de les prendre en compte dans la mise en œuvre de la politique de l'État.

Un concurrent européen

Le constructeur aéronautique de l'État, le C.A.T., a été élu, le 10 août, à la présidence du conseil d'administration de la S.A. de l'Industrie Aérospatiale, et a été élu, le 10 août, à la présidence du conseil d'administration de la S.A. de l'Industrie Aérospatiale, et a été élu, le 10 août, à la présidence du conseil d'administration de la S.A. de l'Industrie Aérospatiale.

Le constructeur aéronautique de l'État, le C.A.T., a été élu, le 10 août, à la présidence du conseil d'administration de la S.A. de l'Industrie Aérospatiale, et a été élu, le 10 août, à la présidence du conseil d'administration de la S.A. de l'Industrie Aérospatiale, et a été élu, le 10 août, à la présidence du conseil d'administration de la S.A. de l'Industrie Aérospatiale.

Controverse sur l'application de la décentralisation à la Corse

M. BLANG (P.R.) : « C'est la porte ouverte au terrorisme »

Commentant les projets de loi de décentralisation, M. Blang, député P.R., a déclaré : « C'est la porte ouverte au terrorisme ».

« La GROSSE »

Commentant les récentes déclarations de M. Gaston Defferre sur la future décentralisation de la Corse, M. Blang, député P.R., a déclaré : « La GROSSE ».

Commentant les récentes déclarations de M. Gaston Defferre sur la future décentralisation de la Corse, M. Blang, député P.R., a déclaré : « La GROSSE ».

M. DEBRÉ : « Vers un fédéralisme mou »

M. Michel Debré, député R.P., a déclaré : « Vers un fédéralisme mou ».

M. Michel Debré, député R.P., a déclaré : « Vers un fédéralisme mou ».

M. Michel Debré, député R.P., a déclaré : « Vers un fédéralisme mou ».

M. Michel Debré, député R.P., a déclaré : « Vers un fédéralisme mou ».

M. Michel Debré, député R.P., a déclaré : « Vers un fédéralisme mou ».

M. Michel Debré, député R.P., a déclaré : « Vers un fédéralisme mou ».

M. Michel Debré, député R.P., a déclaré : « Vers un fédéralisme mou ».

M. Michel Debré, député R.P., a déclaré : « Vers un fédéralisme mou ».

M. Michel Debré, député R.P., a déclaré : « Vers un fédéralisme mou ».

« La Corse est une île, c'est une île, mais elle doit être traitée de la même manière que les autres îles ».

« La Corse est une île, c'est une île, mais elle doit être traitée de la même manière que les autres îles ».

« La Corse est une île, c'est une île, mais elle doit être traitée de la même manière que les autres îles ».

« La Corse est une île, c'est une île, mais elle doit être traitée de la même manière que les autres îles ».

« La Corse est une île, c'est une île, mais elle doit être traitée de la même manière que les autres îles ».

« La Corse est une île, c'est une île, mais elle doit être traitée de la même manière que les autres îles ».

« La Corse est une île, c'est une île, mais elle doit être traitée de la même manière que les autres îles ».

« La Corse est une île, c'est une île, mais elle doit être traitée de la même manière que les autres îles ».

« La Corse est une île, c'est une île, mais elle doit être traitée de la même manière que les autres îles ».

« La Corse est une île, c'est une île, mais elle doit être traitée de la même manière que les autres îles ».

« La Corse est une île, c'est une île, mais elle doit être traitée de la même manière que les autres îles ».

« La Corse est une île, c'est une île, mais elle doit être traitée de la même manière que les autres îles ».

« La Corse est une île, c'est une île, mais elle doit être traitée de la même manière que les autres îles ».

« La Corse est une île, c'est une île, mais elle doit être traitée de la même manière que les autres îles ».

« La Corse est une île, c'est une île, mais elle doit être traitée de la même manière que les autres îles ».

« La Corse est une île, c'est une île, mais elle doit être traitée de la même manière que les autres îles ».

« La Corse est une île, c'est une île, mais elle doit être traitée de la même manière que les autres îles ».

« La Corse est une île, c'est une île, mais elle doit être traitée de la même manière que les autres îles ».

« La Corse est une île, c'est une île, mais elle doit être traitée de la même manière que les autres îles ».

« La Corse est une île, c'est une île, mais elle doit être traitée de la même manière que les autres îles ».

« La Corse est une île, c'est une île, mais elle doit être traitée de la même manière que les autres îles ».

« La Corse est une île, c'est une île, mais elle doit être traitée de la même manière que les autres îles ».

« La Corse est une île, c'est une île, mais elle doit être traitée de la même manière que les autres îles ».

« La Corse est une île, c'est une île, mais elle doit être traitée de la même manière que les autres îles ».

Le Monde

équipement

TRANSPORTS

APRÈS SA SORTIE D'USINE AUX ÉTATS-UNIS

Le Boeing 767 commence une partie difficile

Seattle. — Est-ce un présage ? Quelques heures après la sortie d'usine du premier Boeing 767, le plus silencieux et le plus rapide de l'histoire, le mardi 4 août, à 11 heures, le prototype du nouvel avion de ligne, l'écrasement de son concurrent, le Lockheed L-1011, a été annoncé.

Les chiffres viennent confirmer les impressions de Boeing : le premier Boeing 767, le plus silencieux et le plus rapide de l'histoire, le mardi 4 août, à 11 heures, le prototype du nouvel avion de ligne, l'écrasement de son concurrent, le Lockheed L-1011, a été annoncé.

Un concurrent européen

Le constructeur aéronautique de l'État, le C.A.T., a été élu, le 10 août, à la présidence du conseil d'administration de la S.A. de l'Industrie Aérospatiale, et a été élu, le 10 août, à la présidence du conseil d'administration de la S.A. de l'Industrie Aérospatiale, et a été élu, le 10 août, à la présidence du conseil d'administration de la S.A. de l'Industrie Aérospatiale.

Le constructeur aéronautique de l'État, le C.A.T., a été élu, le 10 août, à la présidence du conseil d'administration de la S.A. de l'Industrie Aérospatiale, et a été élu, le 10 août, à la présidence du conseil d'administration de la S.A. de l'Industrie Aérospatiale, et a été élu, le 10 août, à la présidence du conseil d'administration de la S.A. de l'Industrie Aérospatiale.

Le Boeing 767 commence une partie difficile

Le Boeing 767 commence une partie difficile

Le Boeing 767 commence une partie difficile

Le Boeing 767 commence une partie difficile

Le Boeing 767 commence une partie difficile

Le Boeing 767 commence une partie difficile

Le Boeing 767 commence une partie difficile

Le Boeing 767 commence une partie difficile

MOUVEMENT DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE EN FAVEUR DES CONTRÔLEURS AÉRIENS AMÉRICAINS

Les contrôleurs aériens américains, en grève depuis le mardi 3 août, ont déclenché leur mouvement de solidarité internationale.

Sur les aéroports américains, le mouvement de solidarité internationale des contrôleurs aériens américains, en grève depuis le mardi 3 août, ont déclenché leur mouvement de solidarité internationale.

Sur les aéroports américains, le mouvement de solidarité internationale des contrôleurs aériens américains, en grève depuis le mardi 3 août, ont déclenché leur mouvement de solidarité internationale.

Sur les aéroports américains, le mouvement de solidarité internationale des contrôleurs aériens américains, en grève depuis le mardi 3 août, ont déclenché leur mouvement de solidarité internationale.

Sur les aéroports américains, le mouvement de solidarité internationale des contrôleurs aériens américains, en grève depuis le mardi 3 août, ont déclenché leur mouvement de solidarité internationale.

Sur les aéroports américains, le mouvement de solidarité internationale des contrôleurs aériens américains, en grève depuis le mardi 3 août, ont déclenché leur mouvement de solidarité internationale.

Les nouveaux « financiers » de la carte orange

Développement des transports publics, réforme du financement, M. Claude Quilès, ancien conseiller communal de Paris et nouveau président du conseil d'administration de la R.A.T.P., a déclaré : « Les nouveaux « financiers » de la carte orange ».

Développement des transports publics, réforme du financement, M. Claude Quilès, ancien conseiller communal de Paris et nouveau président du conseil d'administration de la R.A.T.P., a déclaré : « Les nouveaux « financiers » de la carte orange ».

Développement des transports publics, réforme du financement, M. Claude Quilès, ancien conseiller communal de Paris et nouveau président du conseil d'administration de la R.A.T.P., a déclaré : « Les nouveaux « financiers » de la carte orange ».

Développement des transports publics, réforme du financement, M. Claude Quilès, ancien conseiller communal de Paris et nouveau président du conseil d'administration de la R.A.T.P., a déclaré : « Les nouveaux « financiers » de la carte orange ».

Développement des transports publics, réforme du financement, M. Claude Quilès, ancien conseiller communal de Paris et nouveau président du conseil d'administration de la R.A.T.P., a déclaré : « Les nouveaux « financiers » de la carte orange ».

Développement des transports publics, réforme du financement, M. Claude Quilès, ancien conseiller communal de Paris et nouveau président du conseil d'administration de la R.A.T.P., a déclaré : « Les nouveaux « financiers » de la carte orange ».

Développement des transports publics, réforme du financement, M. Claude Quilès, ancien conseiller communal de Paris et nouveau président du conseil d'administration de la R.A.T.P., a déclaré : « Les nouveaux « financiers » de la carte orange ».

DÉFENSE

LES VOLS DES CHASSEURS F-16 SONT SUSPENDUS

Washington (A.P.). — Les vols des chasseurs F-16 ont été suspendus pour une période indéterminée, en raison de problèmes techniques.

Washington (A.P.). — Les vols des chasseurs F-16 ont été suspendus pour une période indéterminée, en raison de problèmes techniques.

Washington (A.P.). — Les vols des chasseurs F-16 ont été suspendus pour une période indéterminée, en raison de problèmes techniques.

Washington (A.P.). — Les vols des chasseurs F-16 ont été suspendus pour une période indéterminée, en raison de problèmes techniques.

Washington (A.P.). — Les vols des chasseurs F-16 ont été suspendus pour une période indéterminée, en raison de problèmes techniques.

JUSTICE

LES MESURES EN FAVEUR DES HOPITAUX

Un détenu sur sept a été libéré depuis le 10 mai

individuelle. Ne peuvent en bénéficier, aux termes de la loi, que des personnes âgées de moins de vingt et un ans. Au moment où elles ont commis une infraction, ou bien des personnes s'étant distinguées de manière exceptionnelle dans l'un des domaines humanitaire, culturel ou scientifique», ainsi que des déportés et résistants. Le président de la République, qui dispose de manière permanente du droit de grâce, pourrait en user à l'occasion du 15 août. D'autres libérations sont attendues à cette date.

deserteurs, amnistiés si leur situation est régularisée avant le 31 décembre 1981, devront être régularisés individuellement. De plus, l'amnistie ne les dégage pas de leurs obligations militaires. Mais il semble que, comme en 1974, les autorités militaires leur accorderont sans trop de difficultés exonérations et réformes. — Jo S.

FAITS ET JUGEMENTS

**Une centaine
de tentatives de suicide
chaque année dans le métro**
Deux hommes se sont donné
la mort au cours des dernières
semaines en se lançant dans des tentatives de suicide.

Le Père Arrupe, supérieur général des jésuites est victime d'une thrombose cérébrale

de méro à Paris. Le premier jeudi d'août à la station Portenduble. Il s'agit de M. Victor Galanti, âgé de quarante-cinq ans. Le second suicide s'est produit le lendemain à la station Saint-Michel, où un homme âgé de vingt et un ans, M. Christian Sussara, s'est donné la mort de la même manière.

À la B.A.T.P., on indique que pendant le premier semestre de l'année 1981, il y a eu soixante et une tentatives de suicide e

que dix-huit personnes sont décédées des suites de leurs blessures.

La Régie des transports parisiens note qu'il n'y a pas de recrudescence des tentatives de suicide et que celles-ci, depuis une dizaine d'années, oscillent autour de la centaine ainsi qu'en témoigne les chiffres suivants (en nombre des décès figure entre parenthèses) :

1979 :	100 (27) ;	1978 :	88 (28)
1977 :	97 (32) ;	1976 :	86 (32)
1975 :	95 (31) ;	1974 :	81 (34)
1973 :	126 (35) ;	1972 :	113 (40)

La cour de Pau refuse l'extradition d'un Basque espagnol

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Pau a refusé, vendredi 7 août, l'extradition d'un Basque espagnol, M. Eneko Alegria Ayerdi, membre présumé des Commandos autonomes, anti-

**2 000 POSTES SONT PREVUS
POUR L'INTÉGRATION
DE MAÎTRES AUXILIAIRES**

capitalistes, proches de l'ETA. Celui-ci était accusé par les autorités espagnoles de vol avec violence. La cour a estimé que, bien que, par leur nature, les faits reprochés à M. Enako Alegria Ayerdi soient des infractions de droit commun, ils ne revêtaient pas « un caractère d'exécution grave ».

Le refus de laisser extraditer M. Snekto Algéria Ayerdi confirme une décision récente de la cour de Pau. Le 8 juillet, elle avait refusé de laisser extraditer six Basques espagnols accusés d'infractions allant du hold-up à la détention d'explosifs, mais avait émis un avis favorable à

l'extradition de trois: de jeunes camarades poursuivis pour assassinat (le Monde du 10 juillet). A propos de M. Ernesto Guevara, l'avocat général, M. Maurice Billières est revenu sur cette distinction en soulignant qu'il s'agit du premier cas, l'aggravant d'infractions liées « à la lutte menée par une partie de la population des provinces basques espagnoles afin d'obtenir son autonomie politique », mais que les assassinats devraient être considérés comme « des infractions de droit commun par leur nature ».

● M. Jean-Louis Veron, natif de Drancy (Seine-Saint-Denis), qui était détenu à la prison de Fleury-Mérogis depuis le vendredi 10 juillet, pour avoir tué d'un coup de fusil un cambrioleur âgé de vingt ans, M. Nassen Behnadi, a fait l'objet, vendredi 7 août, d'une ordonnance de mise en liberté de la chambre d'accusation.

tion de la cour d'appel de Paris. Les commerçants de l'avenue Marceau à Drancy, où se trouve la bijouterie de M. Véron, s'étaient récemment mobilisés pour obtenir la libération de leur collègue (le Monde du 5 août). Ce dernier avait, en 1979, déjà blessé un malheureux venu le cambrioler et on lui avait retiré son permis de port d'arme.

1998

1

1

Prendre exemple sur Renault

100

